

L'Allemagne se réforme pour réparer les dégâts des réformes néolibérales du marché du travail

Libération 22 janvier 2016 (mise à jour : 22 janvier 2016)

L'Allemagne se réforme pour réparer les dégâts des réformes néolibérales du marché du travail

*Steffen Lehndorff**

Les tendances favorables de l'emploi en Allemagne, par comparaison à celles observées dans les autres pays de l'Union européenne pendant et depuis la crise financière, ont donné de nouveaux arguments aux partisans des « réformes structurelles du marché du travail ». Elles leur ont permis de présenter les « réformes Hartz » mises en place dans ce pays entre 2003 et 2005 dans le cadre de « l'Agenda 2010 » du Chancelier Schröder comme un modèle pour l'Europe. Pourtant, ces « réformes » ont été dommageables pour le marché du travail ; ce sont des réformes allant en sens inverse, des réformes réparatrices, qui expliquent la bonne tenue de l'emploi allemand.

Les réformes Hartz visaient à contraindre les demandeurs d'emploi à accepter des emplois même de très mauvaise qualité et à donner une nouvelle impulsion à l'intérim, aux CDD, et à des emplois à temps très partiel (les « minijobs »). Ces réformes ont exercé une très forte pression sur les négociations et les salaires, une pression qui a aggravé l'affaiblissement du système de négociation collective observé depuis les années 1990. La conséquence a été un développement des emplois à bas salaire, qui aujourd'hui concernent plus d'un travailleur sur cinq en Allemagne. C'était dès l'origine l'un des objectifs explicites des réformes Hartz, et il a été rempli. Les critiques et les partisans de l'Agenda 2010 s'accordent sur ce point. Le débat porte sur le fait de savoir si la pression sur les salaires a été bonne pour la croissance, la compétitivité et l'emploi (voir <https://www.etui.org/Publications2/Books/Divisive-...>).

La croissance du PIB allemand était inférieure à la moyenne de la zone euro avant la crise ; elle ne lui est devenue supérieure (tout en restant modeste) qu'à partir de 2010. Surtout, les moteurs de cette croissance ont changé : si avant la crise l'excédent commercial en était le principal moteur, c'est, depuis 2010, la demande intérieure qui tient le premier rôle.

Cela n'a pas empêché les défenseurs de l'Agenda 2010 de continuer à expliquer la croissance en se focalisant sur le rôle de l'excédent commercial, et plus particulièrement sur les supposés effets vertueux de la « modération salariale » : les bas salaires auraient restauré la compétitivité-prix des exportations allemandes. L'explication vaut certainement pour certains produits : le succès des produits bouchers du fait des bas salaires dans les abattoirs allemands en est un exemple bien connu. Mais pour beaucoup de produits d'exportation stratégiques (les machines-outils ou les automobiles haut-de-gamme), la demande dépend peu du prix (son « élasticité-prix » est faible). Par conséquent, la réduction du coût du travail a regonflé les profits plutôt qu'elle n'a stimulé l'économie. Quant à la stagnation des salaires, elle a pratiquement figé la demande intérieure, réduisant aussi les investissements.

Les partisans des « réformes structurelles du marché du travail » affirment que « des salaires plus bas ont amélioré la compétitivité, ce qui a stimulé la croissance du PIB ». C'est une fausse évidence. On peut considérer que, depuis le début des années 2000, les points forts de l'industrie manufacturière allemande en termes d'innovation de produit et de procédés ont été soutenus par la baisse relative du coût unitaire du

travail comparativement aux autres pays de l'Union européenne. Toutefois, les excédents commerciaux allemands ont surtout été la contrepartie d'un déficit d'importation lié à la stagnation (voire à la baisse) des salaires, qui a comprimé la demande intérieure. En raison de la stagnation de cette demande intérieure, les profits florissants des entreprises se sont pour une bonne part détournés vers la bulle financière.

Mais si ces réformes du marché du travail n'ont pas stimulé la croissance, n'ont-elles pas boosté l'emploi ? On aurait en effet pu assister à une hausse de l'intensité en emploi de la croissance, c'est-à-dire à des créations d'emploi plus nombreuses pour un niveau de croissance donné. Or le total des heures travaillées n'a guère augmenté : le volume horaire du travail a stagné, et a même temporairement chuté. Par contre, ce qui a changé, c'est qu'un nombre croissant de personnes s'est partagé ces heures travaillées. Cela a bien un rapport avec ces réformes, qui ont donné une impulsion supplémentaire à l'emploi précaire en général, et aux *minijobs* en particulier.

Si l'Agenda 2010 n'a pas été un moteur de la croissance du PIB et de l'emploi en Allemagne, quel a été ce moteur ? L'histoire est en fait paradoxale. D'abord, au plus fort de la crise de 2008-2009, c'est l'initiative des syndicats en faveur d'un plan de relance économique et la réactivation de la cogestion au niveau des entreprises qui ont été au cœur de la spectaculaire sauvegarde de l'emploi. Cette cogestion est l'un des piliers du modèle social allemand qui a survécu aux réformes néolibérales. Après la reprise économique intervenue au troisième trimestre 2009, l'action des comités d'entreprise et des syndicats qui avaient si bien œuvré pour l'emploi pouvait difficilement être remise en question.

Autre paradoxe, l'Allemagne est depuis 2010 (avec les pays baltes) le pays de la zone euro où la croissance des salaires a été la plus forte. Cette évolution est liée au débat public et aux critiques suscitées par la montée des inégalités sociales, qui ont encouragé les syndicats à réclamer une politique des salaires plus favorable. La revalorisation des salaires explique que depuis 2010 la demande intérieure ait davantage contribué à la croissance que l'excédent commercial (ce dernier restant toutefois substantiel). Et c'est la raison pour laquelle, pour la première fois en vingt ans, on a pu observer une croissance de l'emploi en termes de nombre d'heures travaillées, et une hausse modeste de l'emploi *normal* (CDI à temps complet).

Le débat public sur les inégalités a enfin été en Allemagne le déclencheur de réformes dignes de ce nom : celles qui ont introduit en 2015 un salaire minimum légal et ont facilité l'extension des accords collectifs (une procédure toujours plus complexe qu'en France), et pourraient prochainement déboucher sur une régulation des contrats de travail en CDD et en intérim, aujourd'hui encore en débat. Un an après l'introduction du salaire minimum, il est établi que ces réformes ont soutenu des hausses de salaires et une amélioration structurelle de l'emploi.

En définitive, les évolutions favorables de l'économie et de l'emploi en Allemagne ces dernières années ne peuvent être imputées à la réalisation de l'Agenda 2010 avant la crise financière. Elles s'expliquent bien davantage par les premières tentatives pour limiter les dommages causés par ces réformes néolibérales et par la mise en place de réformes dignes de ce nom. L'ironie amère de cette histoire est que la tournure des événements a offert une tribune au gouvernement allemand pour donner des (mauvaises) leçons sur les voies d'une sortie de crise dans la zone euro, lui permettant même d'imposer ses fausses solutions à d'autres pays.

** Steffen Lehndorff est chercheur, spécialiste du marché du travail à l'Institut du travail et des qualifications (IAQ) de l'Université de Duisburg-Essen*

Vous aimerez aussi

Recommandé par



109.000 logements sociaux financés en France en 2015

(+2,3%)

20 minutes

Maigrir du ventre ? Découvrez un truc bizarre peu connu...

Maigrir avec sa Tête

Des DAF vous donnent leurs conseils pour s'ouvrir à l'étranger

Blog Sage

Ailleurs sur le web

A lire sur Libe.fr

Jérôme Kerviel, gagnant à tous les coups - Le Monde

La déclaration choc de Platini sur Blatter - Les Echos

Maigrir du ventre ? Découvrez un truc bizarre peu connu... - Maigrir avec sa Tête

Les SCPI de bureaux font un tabac. Pourquoi en profiter maintenant ? - bienprévoir.fr

Créer son entreprise : ce qu'il faut savoir avant de démarrer son projet -

jesuisentrepreneur.fr

Article précédent

Jobs Act : les mensonges du ministre du Travail Italien